

Quelques idées simples sur la France d'aujourd'hui.

*"Prends garde à tes pensées car elles deviendront tes paroles
Prends garde à tes paroles car elles deviendront tes actes
Prends garde à tes actes car ils deviendront tes habitudes
Prends garde à tes habitudes car elles deviendront ton caractère
Prends garde à ton caractère car il deviendra ton destin."*

Cette sentence du Talmud ne s'applique pas seulement aux individus, mais aussi aux peuples. Ce qui se pense et ce qui se dit en France la conduit tout droit à un destin désastreux.

En effet, on ne peut qu'être consterné en observant l'incompréhension, de la part de la grande majorité des Français, des questions d'économie et de société, incompréhension entraînée par la vulgate créée par les intellectuels de gauche depuis plusieurs décennies, relayée et confortée par les media (radio et TV principalement), (on sait que plus de 80% des journalistes se flattent de voter à gauche), enfin utilisée par les hommes politiques, pour mener une politique conforme à leurs intérêts mais néfaste à la France.

Les pages qui suivent ont l'ambition de dénoncer les contre-vérités triomphant un peu partout, faute de quoi la France continuera son déclin, avant de disparaître comme de nombreuses sociétés dans l'histoire. Les idées qu'elles contiennent sont tellement simples et claires qu'on se demande pourquoi elles ne sont pas reconnues unanimement, et par quelles contorsions dialectiques, par quelles manipulations savamment orchestrées de l'opinion, on a enfoncé dans la tête des gens leur exact contraire.

1. L'économie.

1.1 La politique fiscale.

Le gouvernement de gauche au pouvoir depuis dix-huit mois fait comme habituellement : il n'a procédé à aucune réforme digne de ce nom (il ne faut pas risquer de peiner des clients), la seule chose qu'il a su faire, et avec quelle énergie, c'est augmenter les impôts. Soi-disant, la justice sociale y trouve son compte : il y a des riches, c'est honteux, ils doivent partager avec les pauvres, sans se préoccuper de savoir si les riches ont mérité de l'être, et si les pauvres ont essayé de ne pas l'être. Soit. Mais observons le résultat : **il s'agit juste d'un transfert de richesse, sans qu'il y ait aucun accroissement de la richesse de la France.**

En effet, cela n'entraîne directement aucune production nouvelle, il n'y a aucun effet bénéfique au niveau du pays. Il y a simplement augmentation de la consommation du côté

des pauvres, donc augmentation des importations, et, du côté des riches, il y a peut-être baisse de la consommation, mais également baisse de l'épargne et de l'investissement. Les effets directs au niveau de la France sont donc nuls, sans doute même négatifs.

De plus, les effets secondaires sont nettement négatifs, car cet accroissement d'impôt, qui touche bien entendu beaucoup plus les riches que les moins riches, a pour conséquences certaines de décourager l'argent d'une part, les entrepreneurs de l'autre. Et donc ce manque à venir d'investissement et de capacité d'entreprendre se traduira par une perte de potentialité de production, donc de richesse. Et finalement tout le monde est perdant.

La passion névrotique des Français pour l'égalité, la haine des riches attisée par les Mitterrand et les Hollande, ont des effets catastrophiques. Pourtant, l'exemple de sociétés communistes comme l'URSS, la Chine sous Mao, la Corée du Nord, etc. aurait dû ouvrir les yeux des Français, et retenir les journalistes comme les hommes politiques de gauche de continuer à s'indigner qu'il y ait des riches et des pauvres. **C'est très facile de faire semblant d'avoir du cœur, c'est plus difficile d'avoir le minimum d'intelligence et d'honnêteté pour constater que la recherche de l'égalité absolue ne conduit qu'à la pauvreté généralisée.** Les Chinois l'ont bien compris, et ils s'en portent très bien tout au moins pour une fraction de plus en plus importante de leur population. Il y a en France un « Observatoire des inégalités », ce qui montre bien que le principal problème pour beaucoup est de réduire les inégalités. Il serait nettement plus bénéfique qu'il y ait un « Observatoire de l'entrepreneuriat », étudiant les freins qui retiennent les entrepreneurs existant ou potentiels.

Alors, ce qui précède est-il exact ? Ce serait, il me semble, bien hasardeux de le nier, et cela supposerait des contorsions intellectuelles consternantes (du genre : l'URSS et la Chine, bien sûr, mais nous en France, nous sommes tellement plus évolués, plus intelligents, etc.).

Si c'est exact, est-ce nouveau ? Bien sûr que non, tout le monde sait cela. Mais alors, pourquoi diable cela n'est-il pas appliqué ? Pourquoi les media ne dénoncent-ils pas la politique du gouvernement, au lieu de la soutenir mollement ? Pourquoi la droite n'expose-t-elle pas plus fermement ces thèses, comme si elle avait honte de ne pas pleurer avec la gauche sur les pauvres ? Tout simplement parce qu'elle n'ose pas déplaire à la majorité des Français, qui sont soumis au matraquage inepte imposant l'égalité comme la valeur indiscutable. Les rares hommes de droite qui ont essayé de s'y opposer ont été battus aux élections. Et il n'y a plus d'hommes politiques de droite osant affirmer à la Télévision, sous le regard offusqué des journalistes, que s'enrichir n'est pas un scandale, mais au contraire peut être bénéfique pour la France.

C'est ainsi que les politiques, par aberration idéologique pour les uns, par manque de courage pour les autres, conduisent le pays dans la mauvaise direction.

Pour terminer sur la politique fiscale, pourquoi ne pas supprimer des dizaines d'impôts et autant de niches fiscales, tout en augmentant substantiellement la TVA (de 2 ou 3 points par exemple) ? Les cris d'orfraie poussés par la gauche ne se justifient pas : ce n'est pas du tout un impôt injuste, car celui qui mange du caviar dans sa Rolls neuve paie ainsi cent fois plus de TVA que celui qui mange un sandwich sur son vieux vélo. D'accord, c'est approximatif, mais convenez que la CSG n'est pas moins injuste.

Et puisque on recherche tellement l'égalité, pourquoi ne pas supprimer les avantages fiscaux parfaitement injustifiés dont bénéficient les journalistes, ainsi que les hommes

politiques ? L'égalité, c'est bon pour les autres, mais pas question de toucher à ses propres avantages, on n'est jamais si bien servi que par soi-même.

1.2 La politique sociale.

On a toujours entendu la gauche comme la droite prétendre que le chômage était la priorité des priorités, et qu'on avait tout essayé pour le combattre. **C'est faux.** Si c'était vraiment la priorité, il y aurait des mesures très simples à appliquer qui permettraient de le faire diminuer instantanément : il suffit de supprimer le SMIC et de rendre les contrats de travail totalement symétriques, permettant ainsi à l'employeur de se séparer de l'employé aussi simplement que l'employé peut quitter son employeur. Si ces mesures étaient prises (et si bien entendu les Français étaient assurés que le gouvernement ne reviendrait pas en arrière au bout de quelque temps, ce qui suppose une révolution dans les comportements), alors on verrait aussitôt des embauches se faire dans tous les secteurs. Si de plus la politique fiscale était assagie de manière à ne pas spolier les entrepreneurs, cela permettrait de libérer les énergies, et de développer les innovations dans tous les domaines.

Pourquoi ne le fait-on pas ? C'est parce qu'il est plus important de protéger les avantages acquis par certains (au 18^{ème} siècle, on appelait ça des privilèges...). Admettons. Mais alors, il ne faut pas dire que le chômage, c'est la priorité des priorités.

Bien sûr, j'entends déjà les commentaires : c'est de l'ultra-libéralisme. Et alors, qu'est-ce que ça peut faire ? Peu importe que le chat soit gris, s'il attrape les souris. Les pays libéraux ont mieux réussi que les pays socialistes, non ? **Entre l'idéologie et l'efficacité, le choix a été fait en France au profit de la première, il est bon d'en prendre conscience.**

2. La société.

2.1 L'immigration.

Tout a été dit sur ce sujet qui prend une importance croissante dans le débat politique. Beaucoup s'inquiètent d'une invasion d'étrangers qui non seulement ne veulent pas s'intégrer, mais encore affichent plus ou moins ouvertement leur volonté d'imposer leur loi à la France. A l'opposé, les bonnes âmes de gauche s'indignent en rappelant les bienfaits des immigrés dans le passé : Italiens, Polonais etc.

Il n'est pourtant pas difficile de voir la différence entre des gens qui avaient la volonté de s'intégrer, ce qui leur était d'autant plus facile qu'ils avaient la même culture judéo-chrétienne, et d'autres qui ont une culture différente et qui en plus n'ont pas la volonté de s'intégrer. C'est donc un problème différent de celui qui se posait avant la guerre. Il est pourtant résolu tranquillement par les communautés asiatiques, qui ont leur culture et leur religion propres, mais qui ne cherchent pas à les imposer, et acceptent les lois et règles en vigueur en France. Alors où est le problème ? Il vient bien de l'Islam. Entendons-nous bien : ce n'est pas un problème de racisme, des Européens convertis à l'Islam étant très souvent les plus dangereux zéloteurs de la forme la plus extrême de la religion. Inversement, de très nombreux musulmans d'origine arabe sont non seulement des personnes parfaitement respectables, mais encore il n'y a rien à redire quant à leur pratique de la religion.

Le problème vient des commandements mêmes de l'Islam, bien souvent en conflit direct avec nos lois et nos croyances, et d'une très forte minorité de fidèles qui veulent imposer de force ces commandements. Les exemples sont assez nombreux et connus pour qu'il ne soit pas nécessaire de développer ce point plus avant.

La question est : que faire ? Faut-il combattre de front ces tendances ? Ou bien faut-il laisser faire, au nom de la tolérance qui n'est pas réciproque, et en espérant qu'à la longue, la raison triomphera de l'obscurantisme ? La réponse n'est pas évidente, en particulier si on considère ce qui se passe dans les pays musulmans depuis une trentaine d'années. Dans certains cas, la charia règne sans discussion. Dans d'autres, des luttes sanglantes opposent les islamistes de différentes obédiences entre eux, ou aux populations modérées, ou libérales, ou laïques.

Mais si on ne peut trancher avec certitude, au moins on peut s'élever contre les positions extrêmes qui sont : fermer complètement les frontières, ou les ouvrir largement et sans discernement, en s'abritant devant les exemples réussis des Italiens, Polonais ou Espagnols.

2.2 La parité.

Les hommes ont leurs qualités (et leurs défauts), les femmes aussi, mais vouloir effacer toute différence entre eux sous prétexte d'égalité est tout simplement consternant. La dernière sottise entendue aujourd'hui : il n'y a pas assez de femmes au Panthéon, il convient donc de réparer cette erreur d'urgence en dressant une liste de nouvelles impétrantes. Quelle bonne idée ! Je propose de la prolonger immédiatement ainsi : l'égalité des sexes n'est pas respectée dans les musées, il convient donc de remplacer sur le champ quelques toiles de Monet, Renoir, Corot etc. par des toiles peintes par des femmes. De même, il faut remanier sans perdre une seconde les « Lagarde et Michard » et autres manuels de littérature, car il y figure un nombre d'écrivains de sexe féminin scandaleusement inférieur au nombre d'écrivains de sexe masculin.

Passons sur la stupide féminisation des noms (la Ministre), instaurée sans que ses instigateurs aient expliqué comment il fallait nommer une estafette ou une sentinelle de sexe masculin. Ce massacre de la langue Française commis par des politiques, dont ce n'était ni la fonction, ni la compétence, est à pleurer.

3. L'administration.

Il est urgent d'alléger les charges de l'administration, tout le monde le sait ; Mais que fait-on ? Rien. Il faudrait commencer par le haut.

Est-il normal que le ministère des affaires étrangères emploie 5 ministres à lui tout seul ? À côté du ministre des affaires étrangères, il y a 4 ministres délégués, chargés respectivement des affaires européennes, du développement, de la Francophonie et des Français de l'étranger. Il y a aussi 4 ministres au ministère des affaires sociales, 3 aux finances. Bref, c'est l'armée mexicaine, qui ne se justifie que par la volonté de fournir des sinécures aux petits copains du parti socialiste. En comparaison avec la situation dans les autres pays, la France se couvre de ridicule. Il est urgent de n'avoir qu'une douzaine de ministres au gouvernement, car en avoir une quarantaine c'est ingérable, inefficace, et coûteux.

Ensuite nous avons en France 350 sénateurs et 577 députés, alors qu'aux Etats-Unis, il n'y a que 100 sénateurs et 435 représentants pour une population cinq fois plus importante. Il est urgent de se limiter à 100 sénateurs et 200 députés, les économies seraient considérables, et ce serait bien suffisant pour gérer la France.

Il est urgent aussi de supprimer au moins un échelon dans la hiérarchie : commune, département, région et j'en oublie, en supprimant par exemple les départements. Là aussi tout le monde le sait mais personne ne fait rien. Il n'est pas difficile de voir l'économie qui en résulterait.

Enfin, le nombre de fonctionnaires est à réduire pour atteindre un niveau décent quand on compare avec les autres pays développés. Que de cris d'orfraie ont retenti lorsque Sarkozy voulait, non pas licencier des fonctionnaires, mais simplement ne pas remplacer un fonctionnaire sur deux partant à la retraite. Il ne s'agit pas des infirmières ou des policiers, mais des innombrables sureffectifs du Ministère des Finances, de l'Agriculture, de l'Industrie, du Travail, et également de l'Education Nationale, qui est tellement inefficace avec un effectif nettement au-dessus de la moyenne Européenne, il conviendrait donc d'essayer de fonctionner avec un effectif plus normal. Rappelons que 30 000 illettrés quittent l'Ecole chaque année.